

Déclaration de la société civile congolaise au sujet des recommandations de l'Examen Périodique Universel du 5 novembre 2024

Kinshasa, le 26 novembre 2024

Nous, organisations de la société civile congolaise, nous tenons à féliciter le Gouvernement de la République Démocratique du Congo (RDC) pour avoir passé avec succès l'Examen Périodique Universel (EPU) du 5 novembre 2024, et l'avoir retransmis à la télévision nationale. Cette initiative a permis aux citoyens congolais de suivre directement ce processus international important et a renforcé la transparence et l'engagement du pays envers la promotion et la protection des droits humains.

À la suite de cet EPU, plusieurs États membres ont formulé plus de 280 recommandations visant à soutenir les efforts des autorités pour améliorer la situation des droits humains en RDC. **Nous encourageons les autorités à accepter toutes les recommandations faites par les membres du Groupe de travail du Conseil des droits de l'homme** et en particulier les recommandations suivantes :

Abolition de la peine de mort

Pas moins de 34 pays ont recommandé l'instauration ou le rétablissement d'un moratoire sur la peine de mort, en vue de son abolition complète, et/ou la ratification du Deuxième Protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Nous saluons vos avancées précédentes sur ce sujet et encourageons leur poursuite pour aligner la RDC avec les normes internationales.

Droits des femmes et lutte contre les violences basées sur le genre

27 pays ont mis en lumière la nécessité de renforcer les mesures pour lutter contre les violences sexuelles et sexistes, notamment en zones de conflit, tout en améliorant la prise en charge des victimes. Ils ont également souligné l'importance de promouvoir l'égalité de genre dans tous les domaines, notamment l'éducation, l'emploi et la prise de décision.

Justice transitionnelle et lutte contre l'impunité

11 pays ont souligné l'importance de renforcer les systèmes judiciaires, de garantir l'indépendance des tribunaux et d'assurer un accès effectif à la justice pour toutes les

victimes, en particulier celles de violations graves des droits humains, comme les violences sexuelles.

Droits civils et politiques

9 pays ont insisté sur la protection des libertés fondamentales, notamment la liberté d'expression, d'association et de réunion, et sur la nécessité de garantir un environnement sûr pour les défenseurs des droits humains et les journalistes.

Protection des civils en zones de conflit

7 pays ont appelé à des mesures immédiates pour protéger les civils, prévenir les violences sexuelles et garantir un accès sans entrave à l'aide humanitaire dans les zones de conflit, notamment à l'Est de la RDC.

Lutte contre la torture et traitement des détenus

6 pays ont recommandé la création d'un mécanisme national de prévention de la torture, en conformité avec le Protocole facultatif à la Convention contre la torture. De plus, plusieurs recommandations insistent sur l'amélioration des conditions carcérales et la réduction de la surpopulation dans les prisons.

Excellences,

Ces recommandations issues de l'EPU offrent une feuille de route précieuse pour répondre aux défis actuels et améliorer les conditions de vie de vos citoyens. Nous encourageons les autorités à les intégrer dans les plans d'action nationaux, tout en collaborant étroitement avec la société civile, le système onusien et la communauté internationale.

Nous restons confiants que le gouvernement continuera à faire preuve d'un engagement ferme envers la promotion des droits humains et sommes à la disposition des autorités pour soutenir ces efforts.

Les organisations de la société civile signataires

1. Action pour le développement intégré et la promotion des droits de l'homme. ADI-DH.
2. ADEC/DDH-RDC

3. ADSKA
4. AFPEQ
5. AFHADHODI
6. AGIFIFEM
7. AJUDI-ONG
8. Alliance et Action des Journalistes pour la Défense des Droits Humains, AJDH
9. APEOR
10. Association Africaine des Droits de l'Homme (ASADHO)
11. Association des Journalistes d'Idjwi pour la Promotion de la Démocratie et les Droits Humains, AJIPDDH
12. AUDF
13. AVID-RDC
14. Blessed Aid
15. Bureau Diocésain de développement/ Diocèse d'Isangi BDD ISANGI
16. CAOFE
17. CADHO ASBL
18. CBMT
19. CENADEP
20. CDDIMM
21. Centre Africain pour la Paix, la Démocratie et les Droits de l'Homme ACPD
22. Centre d'Espoir pour les droits humains CEDH-RDC
23. Centre pour la Justice et la Réconciliation, CJR
24. CIM
25. Coalition des femmes défenseurs des droits humains
26. Coalition Congolaise pour la Justice Transitionnelle CCJT
27. COLFEQ
28. Droits des Personnes Vulnérables ACVDP
29. Fondation PANZI RDC
30. Foyer de Développement pour l'Autopromotion des Personnes Indigentes et en Détresse FDAPID
31. FSF
32. FSPD
33. Fraternité pour les droits de la Population FDP
34. GADHOP
35. GEDROFE
36. Groupe d'action pour les droits de la femme GADF
37. Groupe Justice et Libération
38. Groupe LOTUS
39. Héritiers de la Justice
40. IBTAD Mbandaka
41. ICJP
42. Initiatives Alpha

43. Justice plus
44. Karibu Jeunesse Nouvelle
45. Ligue des Activistes de droit de l'homme (LADHO)
46. Maison Pastorale (MP)
47. NDSCI
48. Observatoire Citoyen des Droits et de lutte contre la Corruption en RDC (OCIDC - RDC)
49. PDUDH
50. PRODES
51. RAC - Centre de la Restauration
52. REFEDF
53. REFEMET
54. REFETANG
55. Réseau d'Investissement pour le Développement Intégral (RIDI)
56. Réseau Universel des amis et défenseurs des Droits de l'Enfant (RUDE)
57. Rifav / RDC (Réseau international des femmes avocates)
58. RSLF
59. SOS Information Juridique Multisectorielle (SOSIJM)
60. Synergie Ukingo Wetu (SUWE)
61. Union des Peuples Autochtones pour la Paix et Développement Endogène (UPADE)
62. Voix des opprimés pour les droits de l'homme (VDO)
63. Voix de Sans Voix pour les Droits de l'Homme (VSV)
64. Vision sociale
65. Wapandaji
66. Word Wide Vision DR Congo (WWV DRC)

Avec le soutien du Centre Carter, du Centre pour les droits civils et politiques et Women's International Peace Center